le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 05 février 2018 N° 441 PRIX : 0,60 Euro

Sénégal-Mauritanie

Une étincelle peut dégénérer en guerre

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial
Sénégal-Mauritanie: Une étincelle peut dégénérer en guerre

Pages 3
Tchad: Le gouvernement cède mais ne rompt pas

Pages 4-6
Sénégal: Macron n'a pas été obligé de se pincer le nez pour se balader à Dakar

Pages 7-8
Mali: Ceux qui triment dans les mines d'or et ceux qui s'enrichissent

Pages 9-10
Côte d'Ivoire: La question du «foncier rural», un réel problème pour les capitalistes

Pages 11
Madagascar: Aggravation de la condition ouvrière

Pages 12
Monde: L'insolente opulence d'une minorité au milieu d'un océan de misère

Abonnement
France : (en éco-pli)
12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays : nous consulter

Adresse
Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:
www.uatci.org

Éditorial p.2

Sénégal-Mauritanie

UNE ÉTINCELLE PEUT DÉGÉNÉRER EN GUERRE

Le 27 janvier dernier, une pirogue de pêcheurs sénégalais a été arraisonnée en mer par les gardes-côtes mauritaniens. Ceux-ci ont ouvert le feu et tué un des pêcheurs ; huit autres ont été arrêtés et conduits à Nouakchott. Ces pêcheurs habitent dans le village proche de Saint-Louis, tout proche de la frontière mauritanienne. Ils ont l'habitude de pêcher dans cette zone frontalière où, sans GPS, il n'est pas facile de savoir où se trouve exactement la frontière entre les deux pays. Cette fois-ci, ils ont eu le malheur de s'être trouvés à l'intérieur de la zone de pêche mauritanienne sans être en possession d'une licence. Les gardes côtes mauritaniens ne leur ont pas fait de cadeau.

Dès que les habitants de Guette Ndar ont appris qu'un des leurs a été tué, ils ont voulu se venger en s'en prenant à des ressortissants mauritaniens installés à Saint Louis. Plusieurs boutiques appartenant à ces ressortissants ont été pillées, une incendiée ainsi que quelques voitures garées en ville. Heureusement que les autorités des deux pays ont tenté de calmer les esprits car cet incident aurait pu dégénérer en conflit plus grave.

Ce n'est pas la première fois qu'un tel conflit a lieu dans cette zone de pêche. Du fait du pillage des côtes par des chalutiers venant d'Europe ou d'Asie, les poissons se font plus rares, ce qui oblige les petits pêcheurs locaux à s'aventurer toujours plus loin jusqu'à se retrouver dans la zone du pays voisin. Lorsqu'il s'agit de gros bateaux de pêche qui capturent des poissons par centaines de tonnes, les autorités (tant mauritaniennes que sénégalaises) ne sont pas aussi tatillonnes. Elles ont plutôt tendance à fermer les yeux moyennant quelques bakchichs. Mais avec les petits piroguiers, elles sont plus sévères car ceux-ci n'ont pas les moyens de les soudoyer.

Cette-fois-ci, le conflit n'a pas dégénéré en conflagration entre les deux pays, mais il faut se rappeler qu'en 1989, une guerre a déjà eu lieu entre ces deux pays, liée à un vieux contentieux concernant le tracé de la frontière datant de la décolonisation. Le fleuve Sénégal sépare les deux pays mais de part et d'autre de ce fleuve vivent les mêmes populations. Certains villages sont parfois coupés en deux parce que la frontière passe au milieu. Il arrive que dans certaines familles se trouvant à cheval sur la frontière, une partie soit sénégalaise et l'autre mauritanienne.

C'est une aberration et un véritable calvaire pour les

populations riveraines mais les dirigeants politiques des deux pays considèrent cette frontière tracée par le colonialisme français comme « sacrée et intangible » et ils sont prêts à en découdre au moindre incident.

C'est ainsi que le 9 avril 1989, dans le village de Diawara situé au Sénégal oriental, un banal accrochage entre des bergers peuls mauritaniens et des paysans soninké sénégalais s'est transformé en une véritable guerre entre les deux pays. Deux Sénégalais sont tués, plusieurs grièvement blessés, et une douzaine retenus en otage. Quelques jours après, des commerçants mauritaniens sont lynchés et pillés à Dakar et dans d'autres villes du Sénégal tandis qu'à Nouakchott des centaines de Sénégalais sont tués ou mutilés. On ne connait pas exactement le nombre de morts de part et d'autre. Officiellement, 170 000 ressortissants mauritaniens vivant au Sénégal ont été rapatriés tandis que 60 000 ressortissants sénégalais vivant en Mauritanie ont fait le chemin inverse. Les relations diplomatiques entre les deux pays ont été rompues jusqu'en avril 1992 mais le problème de ces réfugiés n'est pas encore définitivement réglé jusqu'à nos jours.

Si un conflit tout à fait ordinaire entre éleveurs et petits paysans a pu se transformer en déflagration généralisée, c'est surtout à cause des dirigeants politiques des deux pays qui n'ont jamais cessé de propager les discours nationalistes contre leurs voisins. Les cicatrices de cette guerre ne sont pas encore totalement fermées et à tout moment ce conflit latent peut de nouveau dégénérer à la suite d'une étincelle comme celle de la mort du pêcheur sénégalais de Saint-Louis.

De part et d'autre, des politiciens en mal de pouvoir peuvent être tentés d'attiser la haine du voisin pour satisfaire leurs ambitions personnelles. Ils sont prêts à sacrifier la vie des autres pour parvenir à leurs fins. Les travailleurs doivent se méfier d'eux comme de la peste. Leurs ennemis ne sont pas ceux qui vivent de leur travail et qui se trouvent de l'autre côté de la frontière mais ceux-là mêmes qui les exploitent et les oppriment quelle que soit leur nationalité, leur ethnie ou leur couleur de peau.

Tchad

LE GOUVERNEMENT CÈDE MAIS NE ROMPT PAS

Poussé par les institutions financières internationales dont le FMI et la Banque mondiale, à réduire annuellement de 378 à 348 milliards de francs CFA la masse salariale, condition sine qua non pour bénéficier de nouvelles aides, le gouvernement tchadien a annoncé, début janvier, la réduction drastique des salaires de tous les fonctionnaires et des agents de l'État.

Ainsi les fonctionnaires qui gagnent le Smig, soit 60 000 francs CFA, verront leur salaire amputé de 5%. Le salaire de ceux qui touchent entre 60 001 et 100 000 F CFA va diminuer de 15%, et ceux dont les salaires oscillent entre 100 001 et 200 000 F CFA perdront 20% de leur dû.

Cette annonce a provoqué une levée de boucliers des syndicats et des partis politiques de l'opposition qui l'ont énergiquement rejetée. Plusieurs manifestations de protestations ont eu lieu sur tout le territoire, en particulier à Ndjamena et à Moundou, la capitale économique et deuxième ville du pays. Les manifestants réclamaient l'abandon pur et simple de cette nouvelle mesure d'austérité.

Aussi, lorsque le 3 janvier, le gouvernement a convoqué les représentants des centrales syndicales pour les convaincre de la nécessité des réductions des salaires, tous ont refusé de se rendre à cette convocation ; tous ont refusé de cautionner les coupes claires sur les salaires

.

Devant cette fronde des syndicats, les grèves à répétition et les manifestations de rue, le gouvernement a fait marche arrière en annonçant le 10 janvier le retrait de la mesure de réduction des salaires.

Assemblée devant un bureau syndical avant le déclenchement de la grève

À l'annonce de ce retrait, les syndicats, les travailleurs et les petites gens ont laissé éclater leur joie. «*C'est une très bonne chose que le gouvernement entende la voix des travailleurs* », a ainsi réagi le président de l'Union des syndicats du Tchad (UST).

Mais cette joie va se transformer dans quelques jours en colère, déception et amertume. En effet sur les payes de janvier, les fonctionnaires ont eu la désagréable surprise de constater des amputations de salaires. Si le gouvernement a reculé sur son nouveau projet de réduire les salaires, il n'a toujours pas payé les primes et les indemnités des fonctionnaires, il n'a pas tenu sa promesse faite aux syndicats.

Dès ce constat, les syndicats, d'un commun accord, ont appelé de nouveau à une « *grève générale illimitée* ». Des dirigeants syndicaux en courroux contre ce coup bas de Deby, l'ont même traité de « sadique ».

Bien avant la nouvelle attaque contre les salaires, le secrétaire général de l'UST avait déclaré que : « *Le gouvernement doit être responsable en respectant son engagement de ne pas toucher les salaires* », sinon, « *il doit, certainement, gérer la rue* ». Son collègue de la Confédération libre des travailleurs tchadiens (CLTT), un syndicat pourtant considéré comme proche du régime de Déby, s'est également rebellé en disant que : « *Le salaire est sacré, c'est la vie des gens. On ne peut s'amuser avec*».

De nouveau, le bras de fer est engagé entre le gouvernement du dictateur Idriss Deby et les dirigeants des centrales syndicales.

Si la mobilisation ne faiblit pas malgré la menace de répression à peine voilée, si les grèves des fonctionnaires s'amplifient et touchent d'autres secteurs de l'activité économique, ce gouvernement de voleurs et de trafiquants en tous genres, aux ordres du grand capital et avec le soutien tacite de l'impérialisme français, sera bien obligé de satisfaire leurs revendications.

Sénégal

MACRON N'A PAS ÉTÉ OBLIGÉ DE SE PINCER LE NEZ POUR SE BALADER À DAKAR

Le président français Emmanuel Macron a effectué un voyage au Sénégal pour faire la promotion des entreprises françaises. Il a visité le chantier du futur Train Express Régional (TER) pour la construction duquel des entreprises françaises ont eu leur part du gâteau. Il a aussi signé un contrat pour la vente de deux Airbus à la compagnie Air Sénégal. Il a fait quelques vagues promesses d'aide à la scolarisation des enfants et pour lutter contre l'érosion des côtes sénégalaises, notamment du côté de la ville de

Saint Louis. Bref, rien de spécialement nouveau par rapport à ses prédécesseurs.

Un terrain de jeu transformé en décharge à Dakar

La seule chose que les habitants de Dakar ont pu constater, c'est que comme par miracle, les principales artères de la capitale étaient plus propres que d'habitude. Les ordures et les détritus qui jonchaient depuis plusieurs jours les trottoirs ont été subitement enlevés à la veille de l'arrivée de Macron.

Cela faisait plusieurs jours que les sociétés du privé, chargées du ramassage des ordures avaient cessé leurs activités à cause des arriérés non payés par l'État sénégalais. Ce n'est pas la première fois que cela arrive et à chaque fois ce sont les éboueurs salariés de ces sociétés concessionnaires qui en font les frais car ils ne touchent pas leurs salaires. Plusieurs fois ils se sont mis en grève. Le problème est réglé provisoirement puis ça recommence.

Les habitants des quartiers populaires sont particulièrement excédés car c'est dans leurs quartiers que les détritus s'amoncèlent le plus. C'est la même chose pour les coupures d'électricité et la distribution d'eau potable. Ceux des quartiers résidentiels subissent moins ces inconvénients car ils ont les moyens de payer des ramasseurs d'ordures qui se déplacent avec leurs charrettes. Ils possèdent aussi des groupes électrogènes pour pallier aux coupures d'électricité. Quant à l'eau courante, elle n'est presque jamais coupée dans les quartiers riches, et quand elle l'est, ce n'est que pour une courte durée.

Macron et Macky Sall ont donc fait leur balade dans quelques endroits de la capitale sans avoir à se pincer le nez pour éviter les odeurs nauséabondes. Quant aux habitants des quartiers populaires, ce n'est que partie remise, à moins qu'ils ne prennent le taureau par les cornes en forçant le gouvernement à régler ces problèmes une fois pour toute.

Sénégal

L'ARACHIDE NE FAIT PAS VIVRE LA PETITE PAYSANNERIE ELLE LA MAINTIENT DANS LA MISÈRE ET LA SERVITUDE

La monoculture de l'arachide au Sénégal a été imposée par la France durant l'époque coloniale pour le grand bien de quelques grandes familles capitalistes comme Lesieur qui a fait fortune dans la production de l'huile. Les grandes familles maraboutiques, notamment celles de Touba, ont commencé à s'enrichir dès cette époque-là car elles ont servi d'intermédiaire au colonialisme français pour imposer et généraliser cette monoculture.

Après l'indépendance, l'État sénégalais a poursuivi la même politique agricole parce que l'exportation de ce produit lui rapporte des devises et parce que cette activité permet à la bourgeoisie locale de s'enrichir sur le dos de la petite paysannerie. Il a mis en place toute une infrastructure (de la distribution des semences génétiquement sélectionnée, en passant par les « *intrants* », la collecte et la commercialisa-

tion) ; c'est ce qu'il appelle « la filière arachide ». Il serait plus juste de l'appeler « filon arachide » !

Des ouvrières agricoles au travail dans un champ d'arachide

La petite paysannerie n'est plus « *obligée* » de cultiver l'arachide pour l'exportation comme elle l'a été durant la colonisation mais le fait est qu'elle est tout de même prisonnière de tout un système qui ne lui laisse pas le choix de s'en échapper. Aujourd'hui, selon les sources officielles, environ 60% de la paysannerie sénégalaise est « impliquée » dans la production de l'arachide au détriment des cultures vivrières plus utiles à la population.

Les représentants de l'État prétendent que la « *filière arachide* » a été mise en place pour soutenir la petite paysannerie mais c'est comme la corde qui soutient le pendu. Les petits paysans ne s'en sortent pas, même quand la récolte est parfois bonne. Le prix de vente de leurs produits est fixé chaque année par l'État, en fonction du prix sur le marché mondial mais aussi en fonction de la part qu'il prélève pour entretenir sa filière.

La récolte de la campagne de 2017 dont la commercialisation a commencé en décembre a été abondante selon le gouvernement ; elle est estimée à plus de 1,4 millions de tonnes dont une partie importante sera destinée au marché chinois dont le Sénégal est devenu le principal fournisseur africain. Le prix du kilo au producteur a été fixé à 210 francs CFA, voire 200 F dans certaines régions d'importante production comme à Kolda. De nombreux paysans ont refusé de le vendre à ce prix qu'ils estiment trop bas d'autant plus que certains collecteurs chinois proposent de leur acheter jusqu'à 225 francs CFA.

L'État fait pression sur les paysans pour qu'ils ne vendent pas leurs récoltes aux collecteurs chinois. Il menace de ne pas « soutenir » ceux qui refusent de les vendre aux points de collectes officiels chapeautés par la SONACOS (Société nationale de commercialisation des oléagineux du Sénégal). Les paysans ne se sont pas pour autant précipités pour vendre leurs produits aux endroits indiqués par le gouvernement.

Mais face à la puissance publique, les petits paysans ne font pas le poids, surtout quand ils ne sont pas organisés collectivement pour faire valoir leurs intérêts. C'est ainsi qu'ils sont maintenus en état de survie et dépendant d'un mécanisme bien huilé pour perpétuer leur situation d'exploités. Cette paysannerie pauvre partage le même sort que les prolétaires des villes. Ce sont parfois ces paysans appauvris qui sont contraints d'abandonner leurs terres et d'aller s'exiler en ville pour y travailler. Pour autant leur sort ne s'améliore pas car il n'est pas facile de trouver du travail. Pour ceux qui ont la chance d'en trouver, les maigres salaires ne permettent pas de sortir de la misère. La grande majorité d'entre eux vivent dans une totale précarité quand ils ne deviennent pas tout simplement mendiants.

C'est cette vie révoltante que le système capitaliste réserve à la grande majorité de la population : un océan de misère au milieu duquel une toute petite minorité vit dans l'opulence. D'année en année cette situation ne fait que s'aggraver. Un tel système ne peut pas, ne doit pas continuer éternellement. Il faudra le remplacer par un autre qui mettra les besoins de la grande majorité au centre des décisions et des activités économiques. Cette tâche sera l'œuvre des exploités eux-mêmes s'ils prennent

conscience qu'ils constituent une force colossale pour détruire ce système capitaliste et bâtir une autre société où seront abolies toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme.

Mali

CEUX QUI TRIMENT DANS LES MINES D'OR ET CEUX QUI S'ENRICHISSENT

Le groupe anglo-américain Randgold est un géant mondial de production d'or. Il possède trois sites miniers au Mali dont deux (Loulo et Gounkoto) font partie des 10 plus grandes mines au monde. Il possède aussi une mine au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Février 2017, les travailleurs du complexe minier de Loulo font un sit-in pour réclamer des augmentations des salaires

Le patron de ce groupe a fait un petit saut à Bamako pour rencontrer les autorités maliennes. Le 29 janvier, il a convoqué les médias locaux pour leur expliquer qu'en 21 années de présence au Mali, son groupe a « *enrichi* » le pays en y injectant « *2 879 milliards de FCFA. Soit 5,4 milliards de dollars US sous forme d'impôts, de redevances, de salaires et de paiements aux fournisseurs*». Il a énuméré toutes les « *bonnes œuvres* » réalisées par son groupe, genre écoles, bourses d'étude, centre de soins, forages des puits, microcrédits, etc. Bref, il s'est présenté comme le bon samaritain qui vient en aide à un pays pauvre. Il a même eu le culot de demander au gouvernement malien de l'aider à lutter contre les orpailleurs locaux qui s'installeraient illégalement sur ses terrains et qui empoisonneraient le sol par l'utilisation du cyanure. Il a aussi demandé au gouvernement de rendre encore plus « *attractif* » son Code minier, notamment en allégeant le taux de TVA sur l'or.

Ces dernières années, la production d'or au Mali a fait un bond en avant. En 2015 le pays aurait exporté 70,2 tonnes pour une production nationale officiellement estimée à 50,1 tonnes. Les 20 tonnes de différence proviendraient selon les autorités maliennes de la production venant des pays voisins et qui serait exportée via le Mali. Il s'agit probablement de l'or « gris » du marché noir qui échappe au fisc en tant que marchandise ne faisant que « transiter » au Mali.

Sur les 50,1 tonnes d'or officiellement produit au Mali en 2015, un peu moins de la moitié provient des mines appartenant à Randgold. Les dirigeants de ce groupe viennent d'annoncer que la production de 2016 a été un record et que celle de 2017 a été encore meilleure. À ce compte là ils peuvent se permettre de lâcher quelques miettes à l'État malien, ou plus exactement aux dirigeants locaux pour qu'ils ferment les yeux sur toutes sortes de magouilles fiscales et sur le non respect des conditions de travail dans les mines.

Rappelons qu'il y a tout juste un an, en février 2017, les travailleurs de la mine de Loulo qui emploie environ 3000 personnes, ont fait un arrêt de travail et un sit-in pour réclamer une prime et des augmentations de salaire. La direction a évité la grève en faisant appel aux notables locaux pour jouer les pompiers de service.

Les travailleurs n'ont fait que réclamer leur dû. Sans leur travail, pas un gramme d'or ne serait extrait de la mine et

ils ont raison de ne pas accepter que les dirigeants de Randgold mettent leur santé et leur vie en danger tout en leur versant un salaire de misère.

Mali

DES FEMMES COURAGEUSES DÉNONCENT L'IMPUNITÉ DONT BÉNÉFICIENT DES MARIS VIOLENTS

Récemment, à Bamako, une femme a été battue à mort par son mari. Grâce au bouche à oreille la nouvelle s'est répandue dans les quartiers et cela a choqué à juste raison de nombreuses femmes. Elles ont tenu à le faire savoir bruyamment. C'est ainsi que le 12 janvier, une centaine d'entre elles, soutenues par quelques hommes, ont manifesté devant le parlement à Bamako pour demander aux députés de voter une loi plus sévère contre les violences conjugales.

Au lieu de soutenir ces femmes courageuses, le gouvernement malien a envoyé la police pour les disperser à coups de matraques et de grenades lacrymogènes. Il y a eu des blessées (dont une femme enceinte) et de nombreux portables arrachés des mains.

Le gouvernement et la majorité des députés (y compris parmi ceux qui se disent d'opposition) n'aiment pas les femmes qui se battent pour leur dignité. Ils ont le soutien des dignitaires religieux qui veulent que les femmes restent éternellement sous la domination des hommes.

QUAND IBK VERSE DES LARMES SUR LES NAUFRAGÉS DE LA MISÈRE …

Une embarcation surchargée transportant des migrants épuisés et affaiblis par la traversée

Le 7 janvier dernier, une embarcation transportant des Africains partant vers l'Europe, a chaviré au large des côtes libyennes. 48 ressortissants maliens sont morts noyés tandis que 69 autres, dont deux femmes et quatre enfants, ont pu être sauvés.

Le président malien a décrété une journée de deuil national et a promis « *d'entreprendre des actions vigoureuses pour rechercher et punir les passeurs et les complices de ce drame* ».

Certes, les passeurs se font de l'argent sur le dos de ceux qui veulent coûte que coûte traverser la mer au péril de leur vie, mais ce qui pousse de nombreux Maliens à partir de leur pays, c'est la misère, c'est le chômage. Et là-dessus, IBK n'a pas les mains aussi propres qu'il veut nous le faire croire car lui et son gouvernement portent leur part de responsabilité en étant les serviteurs locaux du système capitaliste qui réduit des millions des personnes dans une misère toujours plus grande.

Côte d'ivoire

LA QUESTION DU «FONCIER RURAL», UN RÉEL PROBLÈME POUR LES CAPITALISTES

Le fait que les gros capitalistes de l'agro-industrie et du négoce ne peuvent pas accéder à la propriété des terres agricoles là où ils veulent, cela leur pose des problèmes. Ils voudraient bien pouvoir tirer meilleure partie des cultures de rente, telle que le cacao, le café, l'hévéa, le palmier, le coton, le cajou, en y injectant par exemple des investissements supplémentaires, mais pour cela, il leur faut des garanties. Ce que ne peuvent pas leur donner la très grande majorité des propriétaires terriens, du fait qu'ils ne peuvent pas justifier de la possession de leurs terres par un titre de propriété officiellement établi. Ces terres ne peuvent donc pas être hypothéquées, achetées ou vendues.

En 1997, les gouvernants et les députés ont pondu en vain des lois et des décrets concernant la gestion du « *foncier rural* ». Leur objectif était d'attribuer à chaque domaine rural un titre de propriété, un document le justifiant, comme dans tout pays capitaliste digne de ce nom. Les députés avaient même reçu un financement pour effectuer des tournées dans les villages afin d'expliquer cela aux paysans.

Comme les résultats se faisaient attendre, des villages ont même été menacés d'expropriation par l'État qui deviendrait à terme propriétaire de tous les domaines n'ayant pas de propriétaires possédant un titre foncier. Mais rien n'y a fait. Le gouvernement a même allégé les démarches administratives afin de faciliter et d'amoindrir le coût du bornage et de l'enregistrement. Mais l'affaire n'évolue pas pour autant ; cela fait 20 ans que ça dure.

La Banque Mondiale a décaissé plusieurs dizaines de milliards de francs CFA- pour mettre en place des structures ou pour appuyer celles déjà existantes afin d'accélérer les procédures d'appropriation officielle des terres. C'est ainsi, par exemple, que des organisations dans la filière cotonnière ont reçu une formation, des moyens conséquents en véhicules 4x4, en dotation de carburant, en ordinateurs, etc. Leur rôle est d'être des facilitateurs auprès des paysans, dans leurs démarches administratives. Cela a commencé il y a près de deux ans mais ils n'ont pas eu plus de résultats !

Les raisons en sont que, d'une part les petits paysans et les villageois ne perçoivent pas le problème comme les autorités et les capitalistes tapis derrière eux. Pourquoi doivent-ils donc justifier la possession de leur terre que tout le monde sait être leur propriété ? En plus des moyens financiers que cela leur demanderaient, ils sentent un coup tordu venant des riches, à force d'être toujours piétinés, spoliés de leurs productions.

D'autre part, pour les agriculteurs baoulé, burkinabé, dioulas ou maliens, par exemple, qui exploitent des terres dans des régions dont ils ne sont généralement pas originaires, justifier la propriété des terres qu'ils exploitent est un gros problème quand bien même ils les occuperaient depuis plusieurs générations. Ils savent que c'est source potentielle de conflit grave, d'autant plus que les terres agricoles deviennent de plus en plus rares. L'obstacle n'est donc pas seulement administratif.

À l'Ouest, la question est encore plus compliquée. La guerre, le sang, les expropriations, les haines, sont le vécu des populations depuis une vingtaine d'années. La question de la terre est centrale dans ces conflits.

Les autorités ont beau tourner le problème dans tous les sens depuis 20 ans, elles n'y arrivent pas, au grand dam des capita-

listes qui voudraient pouvoir sécuriser et garantir un peu plus leurs bonnes affaires.

Dans le cadre du système capitaliste, tout règlement du foncier rural ne se fera qu'au détriment des populations pauvres et dans la douleur. La question foncière ne trouvera une solution satisfaisante pour les populations pauvres que dans la société socialiste, par la mise en valeur collective des terres et par l'utilisation des moyens modernes de production. Une telle politique se fera avec l'assentiment des petits paysans car ils y trouveront des avantages. Cela ne se fera que contre les gouvernements et contre les capitalistes.

Côte d'ivoire

RAS-LE-BOL DES RAFLES DANS LES QUARTIERS POPULAIRES !

Pendant la période des fêtes de fin d'année, des corps habillés avaient été déployés dans tout Abidjan. Si dans certains quartiers, ils étaient censés assurer la sécurité, dans les quartiers populaires d'Abobo et de Yopougon, ils se sont plutôt abonnés aux rafles et aux rackets sur les populations. Ils semblent avoir repris goût à cette pratique.

En plus des véhicules de transports habituels (woro-woro et autres gbaka), ils ont rallongé leurs listes avec les motos et les passants. Très tôt le matin, ils jouent les coupeurs de route sur les voies empruntées par les travailleurs. Ces jours-ci, il n'est pas rare de voir des personnes entassées torses nues dans des cargos. Elles sont raflées sous différents prétextes fallacieux dans le but de leur soutirer de l'argent ou à leur parents en échange de leur libération.

Aux alentours des commissariats, c'est souvent des courses poursuites entre policiers et motocyclistes. De temps en temps et au fil de l'actualité, le Plateau est déclaré officieusement zone sans moto, mais les motards ne l'apprennent que par la bouche des policiers au moment où ces derniers saisissent leur engin. Ils doivent s'acquitter de 25.000 à 70.000 francs CFA pour récupérer leur moto.

Pour le moment les populations murmurent de loin leur mécontentement, mais souvent elles expriment ouvertement leur désaccord comme ce fut le cas à Abobo Samaké. Un jeune motard, qui a réussi à se faufiler entre quatre policiers qui tentaient de lui barrer le chemin, s'est fait acclamer par la foule.

CHANTIER STADE OLYMPIQUE : LES TRAVAILLEURS FONT RECULER LA DIRECTION

Sur ce chantier de construction d'un complexe sportif pour la Coupe d'Afrique des nations édition 2021, il y a eu déjà plusieurs mouvements de grève. Les conditions de travail sont difficiles, avec des salaires de misère. À cela s'ajoutent les brimades et les mauvais comportements des petits chefs chinois.

Face à tous ces faits et agissements, les travailleurs se sont organisés et se sont syndiqués. À l'annonce du syndicat, la direction de l'entreprise a commencé à licencier les travailleurs syndiqués. En réponse, les travailleurs ont déposé un préavis de grève avec un délai de 6 jours ouvrables.

L'Inspection de travail informé a accouru au secours des patrons en organisant une rencontre de conciliation entre les deux parties. Sur les différents points de revendications des travailleurs, comme par exemple, la déclaration à la CNPS, le manque de toilette et de vestiaires, les heures supplémentaires non payées, la construction d'un espace pour cantine, etc., la

direction a promis de remédier à tous ces problèmes d'ici deux mois. Quant au point concernant l'application du barème du BTP, c'est plutôt l'inspecteur qui a fait blocage en demandant un temps pour qu'il se renseigne. Les représentants des travailleurs, mécontents de la réaction de l'inspecteur qui a plutôt joué le rôle de directeur de l'entreprise et que de médiateur, lui ont accordé une semaine de sursis. Les travailleurs trouvent que les salaires ne sont pas à la hauteur du travail qu'ils sont en train de réaliser. Ils promettent, une fois l'application des premiers points terminée, revenir à la charge pour réclamer une réelle augmentation de salaire.

Avec la tension et la mobilisation sur le terrain, on peut s'attendre à des lendemains bouillonnants sur ce chantier. En attendant, l'organisation et la mobilisation se renforcent en vue de la deuxième mi-temps.

Madagascar

AGGRAVATION DE LA CONDITION OUVRIÈRE

À Tolagnaro (Fort-Dauphin), les manifestations de la population pauvre contre la société minière QMM qui exploite l'ilménite, ont repris. Cette société avait passé des arrangements avec les autorités pour virer les paysans de leurs terres. Les villages des pêcheurs ainsi que les cours d'eau, ont subi de nombreuses dégradations à cause de l'activité de la mine. Des indemnités dérisoires accordées il y a quelques années, ont fondu comme neige au soleil, au même rythme que la baisse de l'Ariary, monnaie nationale. Les patrons de la mine et les dirigeants politiques font semblant de se chamailler de temps en temps, mais en réalité ils marchent main dans la main, comme partout ailleurs dans le monde.

À Antananarivo la capitale, la période de décembre et janvier a été catastrophique, surtout pour les travailleurs du textile. Des rassemblements de salariés jetés à la rue comme des malpropres, ont subi la férocité des forces de l'ordre. Cela s'est produit dans les jours qui ont précédé les fêtes de fin d'année et cela continue. Les conditions de travail se sont considérablement dégradées et les salaires qui étaient déjà très bas, ont dégringolé brutalement sous prétexte de compétitivité, de modernisation, etc.

Le pouvoir d'achat des salariés, qui était déjà très faible, représente aujourd'hui, encore moins qu'auparavant. Tous les secteurs sont fortement touchés par l'exploitation et par la crise du système capitaliste. Du coup, de plus en plus de personnes meurent de faim, de froid, de chaud. Il y a des inondations en certains endroits et en même temps la sécheresse sévit quelques kilomètres plus loin.

Les infrastructures utiles à la population sont délaissées par manque de crédit pour les réaliser puisque le peu d'argent que l'État possède, est consacré à attirer les patrons, à les bichonner, pour que ceux d'entre eux qui soient tentés de partir vers d'autres cieux, ne partent pas.

La colère des travailleurs, pour le moment intériorisée en maints endroits, peut s'exprimer et trouver le chemin de la conscience de classe et de l'organisation. Cela constituerait un espoir pour tous.

UN LIEU DE CULTURE MODERNE RÉSERVÉ À UNE MINORITÉ

Après une longue campagne publicitaire dans la presse, un complexe cinématographique moderne a ouvert ses portes à Tana depuis la période des fêtes. Il

s'agit du cinéma Le Plaza. Écran géant, projection en 3D, chariots distribuant toutes sortes de friandises, fauteuils en velours, rien n'y manque pour le public de bourgeois petits et grands, susceptible de fréquenter un tel lieu. La salle peut contenir jusqu'à 800 personnes dit-on et le tarif oscille entre 10 000 Ar et 30 000 Ar selon la séance, c'est à dire entre 2,50 euros et 7,50 euros. Rien que ces tarifs d'entrée représenteraient une à plusieurs semaines de salaire d'un ouvrier ou d'un domestique travaillant chez ces mêmes nantis argentés, dorés ou diamantés...

Preuve en est s'il en fallait, qu'à Tana comme dans bien des capitales africaines, il existe bel et bien un public fortuné qui réussit à tirer son épingle du jeu malgré ou à cause de la crise et au milieu d'un océan de misère.

Monde

L'INSOLENTE OPULENCE D'UNE MINORITÉ AU MILIEU D'UN OCÉAN DE MISÈRE

Selon un rapport publié par Oxfam, un organisme d'études économiques, sur les inégalités sociales dans le monde pour l'année 2017, les mille personnes les plus riches du monde possèdent autant que 3,5 milliards de personnes les plus pauvres de la planète ; cela représente la moitié de la population mondiale. La plupart de ces multi-milliardaires sont des capitalistes comme Jeff Bezos d'Amazon, Bill Gates de Microsoft ou Warren Buffet. Ces gens-là amassent en une minute plus que ce que pourrait gagner durant toute une vie de labeur des milliards de pauvres dont le revenu dépasse à peine un dollar par jour.

En Afrique aussi il y a des riches qui brassent des fortunes. Ils sont certes un peu moins nombreux que dans les pays riches d'occident mais leur nombre augmente d'année en année malgré, ou grâce à la crise économique. En 2017, 25 Africains disposent d'une fortune de plus d'un milliard de dollars. Par exemple, le Nigérian Aliko Dangote possède plus de 12 milliards, Nicky Oppenheimer d'Afrique du Sud, 7 milliards. La plupart d'entre eux prospèrent dans le commerce, le pétrole ou l'extraction de divers minéraux.

En Afrique de l'Ouest, les plus riches ne sont pas encore des milliardaires en dollars mais en monnaies locales, CFA ou autre. Là aussi, leur fortune connaît une croissance. Ils sont pour la plupart des hommes d'affaires bien protégés par les tenants du pouvoir. Au Sénégal les plus connus sont des hommes comme Abdoulaye Diaw, Yérim Sow et autres. En Côte d'Ivoire, ce sont les Jean-Louis Billon, Jean Kacou Diagou et quelques autres. Au Mali, ce sont les Cheickna Kagnassy, Alou Badara Coulibaly et consorts.

Si les dirigeants politiques actuellement au pouvoir en Afrique ne sont pas énumérés dans ce rapport, ce n'est pas parce qu'ils sont moins riches que les autres mais tout simplement parce que l'opacité qui règne autour de l'argent qu'ils détournent des caisses de l'Etat ou de la corruption, permet difficilement de chiffrer leur fortune.

Quelle que soit l'origine de la richesse des uns et des autres, elle provient d'une manière ou d'une autre du sang et de la sueur de millions de travailleurs, des petits paysans qui, de part le monde, triment comme des esclaves pour des revenus de misère. C'est révoltant et cela montre à quel point le capitalisme est un système barbare qu'il faut détruire afin de mettre toutes les richesses et les moyens de production au service de la majorité.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.